



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 68.481/4
du 11 janvier 2021

advies 68.481/4
van 11 januari 2021

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
24 avril 2014 portant
réglementation du service
postal'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
24 april 2014 houdende
reglementering van de
postdienst'

Le 11 décembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 11 janvier 2021. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 janvier 2021.

*

Op 11 december 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 11 januari 2021. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 januari 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

1. Le projet s'inscrit dans la suite des mesures prévues par l'arrêté royal n° 32 du 15 juin 2020 'portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 dans le cadre de certains services postaux'¹.

L'article 1^{er} du projet entend arrêter quatre dérogations à des dispositions de l'arrêté royal du 24 avril 2014 'portant réglementation du service postal' en y insérant un article 18bis qui dispose :

« Du 1^{er} septembre 2020 au 30 avril 2021, par dérogation aux [articles] 8, § 1 et § 2, 10, § [2], 4^o et 15, les envois enregistrés sont remis sans signature pour réception du destinataire ou de son mandataire. La vérification de l'identité du destinataire ou de son mandataire conformément à l'article 8, § 1 reste inchangée ».

L'article 2 du projet entend quant à lui prévoir une dérogation à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, du Code judiciaire, en ce qu'il dispose :

« En ce qui concerne l'article 46, § 1, deuxième alinéa du Code Judiciaire, les services postaux ne peuvent plus demander à la personne à qui le pli judiciaire est remis de signer et dater l'avis de réception du pli judiciaire. Les services postaux relatent l'impossibilité de signer avec les mots 'mesures de distanciation sociale' au bas de l'avis de réception ou au moyen d'une application électronique en cas d'avis de réception électronique ».

2. S'agissant du fondement juridique de l'article 1^{er} du projet, le préambule vise les articles 3, 4, 16 et 25 de la loi du 26 janvier 2018 'relative aux services postaux'.

Interrogé sur ce point, le délégué de la Ministre a expliqué qu'il s'agissait plus précisément de l'article 3, § 1^{er}, 1^o, et 8^o, a), de l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'article 16, § 2, 1^o, et § 4, 3^o, ainsi que de l'article 25, 2^o, de la loi.

Les fondements juridiques invoqués appellent les observations suivantes.

Eu égard au fait que l'article 16, § 2, 1^o, de la loi du 26 janvier 2018 ne contient aucune habilitation au Roi, il convient d'omettre la mention de cette disposition au préambule.

¹ Cet arrêté royal n° 32 était d'application jusqu'au 31 août 2020. Il a été intégré, en vue de sa confirmation, dans un projet de loi 'portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 27 mars 2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II)', *Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-1442/4, p. 8.

De plus, la section de législation n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles l'habilitation prévue à l'article 25, 2°, de la loi du 26 janvier 2018, qui habilite le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, à définir les modalités relatives au service de la correspondance administrative, constituerait un fondement juridique de l'article 1^{er} du projet. Cette disposition ne sera pas non plus visée au préambule.

L'alinéa 1^{er} du préambule sera revu en conséquence.

3. Selon l'auteur du projet, le fondement juridique de l'article 2 se situe dans l'article 46 du Code judiciaire, plus précisément, selon le délégué de la Ministre, dans son paragraphe 1^{er}, alinéa 6, qui habilite le Roi à régler « les modalités d'application des alinéas 2 à 5 » de la même disposition.

L'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, du Code judiciaire dispose :

« Lorsque le pli judiciaire est transmis sous forme imprimée, il est remis par les services postaux à la personne du destinataire ou à son domicile ainsi qu'il est prévu aux articles 33 à 35 et 39. La personne à qui le pli est remis signe et date l'avis de réception qui est renvoyé par les services postaux à l'expéditeur. L'avis de réception sous forme imprimée peut être remplacé par un avis de réception au format électronique. Le refus de la personne de signer ou de dater est relaté par les services postaux au bas de l'avis de réception ou au moyen d'une application électronique en cas d'avis de réception électronique ».

Cette disposition prévoit l'obligation pour le destinataire de signer le pli judiciaire qui lui est destiné. L'habilitation attribuée au Roi par l'article 46, § 1^{er}, alinéa 6, du Code judiciaire n'autorise toutefois pas ce dernier à déroger à cette disposition légale ².

Il s'ensuit que l'article 2 est dépourvu de fondement juridique et doit être omis.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1^{er} sera rédigé comme suit :

« Vu la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux, les articles 3, § 1^{er}, 1°, et 8°, a), 4, alinéa 1^{er}, et 16, § 4, 3° ; ».

² Voir en ce sens l'avis de l'Inspecteur des Finances du 14 mai 2020 relatif au projet devenu l'arrêté royal n° 32 du 15 juin 2020.

2. À l'alinéa 4, conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'portant exécution du titre 2, chapitre 2 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative', il y a lieu de viser l'exception à l'analyse d'impact prévue par l'article 8, § 2, 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative', en omettant du visa la mention de l'article 8, § 2, 2^o, de cette loi, qu'il faut lire comme se référant au cas réglé par l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.

3. Il résulte de l'avis de l'Inspecteur des Finances du 9 septembre 2020 que le projet n'engendre pas d'incidence budgétaire.

En conséquence, l'accord du Secrétaire d'État au Budget ne doit pas être recueilli. Le visa de cet accord sera omis du préambule.

4. L'alinéa 6 sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 68.481/4 du Conseil d'État, donné le 11 janvier 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »³.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1.1. L'article 18bis en projet entend produire ses effets à partir du 1^{er} septembre 2020 et cesser de sortir ceux-ci le 30 avril 2021.

1.2. À cet égard, il convient de rappeler que la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. La rétroactivité peut, toutefois, être admise si elle est autorisée par la loi, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité de service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Sur ce point, le rapport au Roi indique :

« Un encadrement juridique rétroactif à partir du 1^{er} septembre 2020 est nécessaire afin de régulariser une situation de fait et d'éviter un vide juridique concernant la validité des envois recommandés [...] remis sans signature par le destinataire dans la période comprise entre le 1^{er} septembre 2020 et la date de publication du présent arrêté royal. Cet effet rétroactif répond aux exigences de sécurité juridique et respecte les droits individuels ».

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

Cette justification paraît pouvoir être admise dès lors que les droits individuels des destinataires ont été respectés, compte tenu de la vérification systématique de l'identité du destinataire ou de son mandataire conformément aux modalités prévues par l'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 24 avril 2014.

1.3. En vue de justifier le choix de la date du 30 avril 2021, le délégué de la Ministre a indiqué :

« Het voorstel tot toevoeging van een artikel 18bis in het KB van 24 april 2014 (artikel 1 van het ontwerp KB) bepaalt dat de ingeschreven zendingen, in afwijking van artikelen 8, § 1 en § 2, 10, § 2, 4° en 15 ervan, bezorgd worden zonder aftekening voor ontvangst in de periode 1 september 2020 tot en met 30 april 2021. Omdat de maatregel uitzonderlijk moet blijven werd uitdrukkelijk geopteerd voor een beperking in de tijd, met een einddatum die niet te ver in de toekomst ligt. De datum van 30 april 2021 is gekozen op basis van een inschatting van de vroegst mogelijke datum waarop de maatregel redelijkerwijs opgeheven kan worden. Tegen dan zal er een nieuwe evaluatie plaatsvinden om na te gaan of de maatregel al dan niet nog verder moet verlengd worden, rekening houdende met o.m. de evolutie van de pandemie en de voortgang van de vaccinatiecampaagne ».

Il est pris acte de cette explication qui sera utilement intégrée dans le rapport au Roi.

2. L'article 18bis en projet ne comportant qu'un alinéa, la mention « § 1. » sera omise.

3. Dans la version française, il y a lieu d'écrire « par dérogation aux articles 8, §§ 1^{er} et 2, 10, § 2, 4°, et 15, ».

4. Compte tenu de ce que le fondement juridique du projet se situe dans la loi du 26 janvier 2018, il convient que ce projet utilise les notions qui figurent dans cette loi, laquelle ne connaît pas la notion d'« envois enregistrés », mais définit par contre, en son article 2, 9° et 10°, les notions d'« envoi recommandé » et d'« envoi à valeur déclarée »⁴.

5. Afin d'assurer la cohérence de l'article 18bis en projet avec l'article 15 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 auquel il entend temporairement déroger, il convient d'insérer les mots « ou sans reçu de la personne apte à les recevoir » à la fin de la première phrase de l'article 18bis.

⁴ Voir, en ce qui concerne la notion d'« envois enregistrés » figurant dans l'arrêté royal du 24 avril 2014, la note de bas de page n° 1 de l'avis n° 67.539/4 donné le 11 juin 2020 sur le projet devenu l'arrêté royal n° 32, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67539.pdf>. Voir également l'observation finale de cet avis qui, se fondant sur les difficultés relevées dans cette note de bas de page n° 1, recommande d'envisager la révision et la modification de l'arrêté royal du 24 avril 2014, aux fins d'en clarifier la terminologie, d'en assurer la conformité à la loi du 26 janvier 2018 et de garantir qu'il contienne expressément toutes les modalités requises dans l'intention de l'auteur de la réglementation.

6. Les articles 8, § 2, et 15 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 n'énoncent pas que le mécanisme de vérification d'identité repris à l'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté s'applique en cas d'impossibilité de disposer d'une signature de la part du destinataire ou des personnes aptes à recevoir l'envoi.

À cet égard, le délégué de la Ministre a expliqué que la formulation générale de l'article 8, § 1^{er}, implique que ce mécanisme de vérification d'identité trouve également à s'appliquer – et s'applique en pratique – dans les hypothèses réglées par les articles 8, § 2, et 15 de l'arrêté royal du 24 avril 2014.

Compte tenu de l'intention de l'auteur du projet d'imposer la vérification de l'identité du destinataire dans tous les cas, mieux vaut reproduire cette règle dans l'article 18*bis* en projet, en y remplaçant la deuxième phrase comme suit :

« Une vérification de l'identité du destinataire ou de son mandataire est opérée conformément aux modalités prévues par l'article 8, § 1^{er} »⁵.

*

⁵ Voir en ce sens l'avis n° 67.539/4.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

1. Het ontwerp ligt in het verlengde van de maatregelen waarin wordt voorzien door het koninklijk besluit nr. 32 van 15 juni 2020 ‘houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken met betrekking tot sommige postdiensten’.¹

Artikel 1 van het ontwerp strekt ertoe af te wijken van vier bepalingen van het koninklijk besluit van 24 april 2014 ‘houdende reglementering van de postdienst’, en voegt daartoe in dat besluit een artikel 18bis in dat als volgt luidt:

“Van 1 september 2020 tot 30 april 2021 worden de ingeschreven zendingen, in afwijking van artikelen 8, § 1 en § 2, 10, § 2[, 4°,) en 15, bezorgd zonder aftekening voor ontvangst. De verificatie van de identiteit van de ontvanger overeenkomstig artikel 8, § 1 blijft ongewijzigd.”

Artikel 2 van het ontwerp voorziet zijnerzijds in een afwijking van artikel 46, § 1, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek. Het bepaalt namelijk het volgende:

“Wat betreft artikel 46, § 1, tweede lid van het Gerechtelijk Wetboek, is het de postdiensten niet meer toegestaan om de persoon aan wie de gerechtsbrief ter hand wordt gesteld, het ontvangstbewijs te laten tekenen en te dateren. De postdiensten maken melding van deze onmogelijkheid met de woorden ‘maatregelen van sociale distanciëring’ onderaan op het ontvangstbewijs of door middel van een elektronische toepassing in geval van een elektronisch ontvangstbewijs.”

2. Wat de rechtsgrond van artikel 1 van het ontwerp betreft, wordt in de aanhef verwezen naar de artikelen 3, 4, 16 en 25 van de wet van 26 januari 2018 ‘betreffende de postdiensten’.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister uitgelegd dat het meer bepaald ging om artikel 3, § 1, 1°, en 8°, a), om artikel 4, eerste lid, om artikel 16, § 2, 1°, en § 4, 3°, en om artikel 25, 2°, van de wet.

De aangevoerde rechtsgronden geven aanleiding tot de volgende opmerkingen.

¹ Dat koninklijk besluit nr. 32 was van toepassing tot 31 augustus 2020. Met het oog op de bekrachtiging ervan is het opgenomen in een wetsontwerp ‘tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 27 maart 2020 die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II)’, *Parl.St.* Kamer 2019-20, nr. 55-1442/004, 8.

Gelet op het feit dat artikel 16, § 2, 1°, van de wet van 26 januari 2018 in geen enkele machtiging aan de Koning voorziet, dient de vermelding van die bepaling te worden weggelaten uit de aanhef.

Bovendien is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk om welke redenen de machtiging waarin artikel 25, 2°, van de wet van 26 januari 2018 voorziet en krachtens welke de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de nadere regels kan bepalen met betrekking tot de dienst van de administratieve correspondentie, een rechtsgrond zou vormen voor artikel 1 van het ontwerp. Dat artikel 25 dient evenmin vermeld te worden in de aanhef.

Het eerste lid van de aanhef moet dienovereenkomstig worden herzien.

3. Volgens de steller van het ontwerp ligt de rechtsgrond van artikel 2 in artikel 46 van het Gerechtelijk Wetboek en volgens de gemachtigde van de minister meer bepaald in paragraaf 1, zesde lid, van dat artikel 46, waarbij de Koning wordt gemachtigd om “de wijze [te regelen] waarop de leden 2 tot 5 [van dezelfde bepaling] worden toegepast”.

Artikel 46, § 1, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek luidt als volgt:

“In geval de gerechtsbrief in gedrukte vorm wordt bezorgd, wordt de brief door de postdiensten ter hand gesteld aan de geadresseerde in persoon of aan diens woonplaats zoals bepaald in de artikelen 33 tot 35 en 39. De persoon aan wie de brief ter hand wordt gesteld, tekent en dateert het ontvangstbewijs dat door de postdiensten aan de afzender wordt teruggezonden. Het ontvangstbewijs in gedrukte vorm kan vervangen worden door een ontvangstbewijs in elektronische vorm. Weigert de persoon te tekenen of te dateren, dan maken de postdiensten van die weigering melding onderaan op het ontvangstbewijs of door middel van een elektronische toepassing in geval van een elektronisch ontvangstbewijs.”

Die bepaling voorziet in de verplichting voor de ontvanger om de gerechtsbrief te tekenen die voor hem bestemd is. De machtiging verleend aan de Koning bij artikel 46, § 1, zesde lid, van het Gerechtelijk Wetboek staat deze laatste evenwel niet toe om van die wetsbepaling af te wijken.²

Daaruit volgt dat artikel 2 geen rechtsgrond heeft en moet worden weggelaten.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Het eerste lid moet als volgt worden gesteld:

“Gelet op de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten, de artikelen 3, § 1, 1°, en 8°, a), 4, eerste lid, en 16, § 4, 3°;”.

² Zie in die zin het advies van de inspecteur van Financiën van 14 mei 2020 over het ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit nr. 32 van 15 juni 2020.

2. Overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 ‘houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’ moet in het vierde lid worden verwezen naar de uitzondering op de impactanalyse waarin wordt voorzien door artikel 8, § 2, 1°, van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’; daartoe dient men uit de aanhefverwijzing de vermelding weg te laten van artikel 8, § 2, 2°, van die wet, dat moet worden gelezen als een verwijzing naar het geval geregeld in artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973.

3. Uit het advies van de inspecteur van Financiën d.d. 9 september 2020 blijkt dat het ontwerp geen budgettaire weerslag heeft.

Bijgevolg moet de staatssecretaris voor Begroting zich niet akkoord verklaren. Het lid waarin naar die akkoordbevinding wordt verwezen, moet uit de aanhef worden weggelaten.

4. Het zesde lid moet als volgt worden gesteld:

“Gelet op advies 68.481/4 van de Raad van State, gegeven op 11 januari 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”³.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1.1. Het is de bedoeling dat het ontworpen artikel 18bis uitwerking heeft met ingang van 1 september 2020 en geen uitwerking meer heeft op 30 april 2021.

1.2. In dat verband dient erop te worden gewezen dat bestuurshandelingen krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat, wat hier niet het geval is. Terugwerkende kracht is, indien ze niet door de wet wordt toegestaan, alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, met name wanneer dat nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisering van een rechtstoestand of een feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

In het verslag aan de Koning staat daarover het volgende:

“Een retroactieve juridische omkadering vanaf 1 september 2020 is noodzakelijk om een feitelijke toestand te regulariseren en een juridisch vacuüm te vermijden omtrent de geldigheid van aangetekende zendingen (...) die zijn afgegeven zonder handtekening door de ontvanger in de periode tussen 1 september 2020 en de datum van publicatie van dit koninklijk besluit. Deze terugwerkende kracht vervult de vereisten van rechtszekerheid en eerbiedigt de individuele rechten.”

Die rechtvaardiging lijkt aanvaardbaar, aangezien de individuele rechten van de ontvangers geëerbiedigd zijn, gelet op de systematische verificatie van de identiteit van de ontvanger of van zijn gevolmachtigde overeenkomstig de nadere regels waarin artikel 8, § 1, van het koninklijk besluit van 24 april 2014 voorziet.

1.3. Ter rechtvaardiging van de keuze van de datum van 30 april 2021 heeft de gemachtigde van de minister het volgende aangegeven:

“Het voorstel tot toevoeging van een artikel 18*bis* in het KB van 24 april 2014 (artikel 1 van het ontwerp KB) bepaalt dat de ingeschreven zendingen, in afwijking van artikelen 8, § 1 en § 2, 10, § 2, 4° en 15 ervan, bezorgd worden zonder aftekening voor ontvangst in de periode 1 september 2020 tot en met 30 april 2021. Omdat de maatregel uitzonderlijk moet blijven werd uitdrukkelijk geopteerd voor een beperking in de tijd, met een einddatum die niet te ver in de toekomst ligt. De datum van 30 april 2021 is gekozen op basis van een inschatting van de vroegst mogelijke datum waarop de maatregel redelijkerwijs opgeheven kan worden. Tegen dan zal er een nieuwe evaluatie plaatsvinden om na te gaan of de maatregel al dan niet nog verder moet verlengd worden, rekening houdende met o.m. de evolutie van de pandemie en de voortgang van de vaccinatiecampagne.”

Er wordt nota genomen van die toelichting en het verdient aanbeveling om die in het verslag aan de Koning op te nemen.

2. Aangezien het ontworpen artikel 18*bis* slechts uit één lid bestaat, moet de vermelding “§ 1.” worden weggelaten.

3. In de Franse tekst schrijve men “par dérogation aux articles 8, §§ 1^{er} et 2, 10, § 2, 4°, et 15,”.

4. Gelet op het feit dat de rechtsgrond van het ontwerp in de wet van 26 januari 2018 ligt, dient dat ontwerp de begrippen te bezigen die in die wet voorkomen. Het begrip “ingeschreven zendingen” komt in die wet niet voor, terwijl in artikel 2, 9° en 10°, van de wet wel de begrippen “aangetekende zending” en “zending met aangegeven waarde” worden gedefinieerd.⁴

⁴ Zie, wat betreft het begrip “ingeschreven zendingen” dat voorkomt in het koninklijk besluit van 24 april 2014, voetnoot 1 van advies 67.539/4 dat op 11 juni 2020 is gegeven over het ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit nr. 32, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67539.pdf>. Zie eveneens de slotopmerking van dat advies waarin, gelet op de moeilijkheden waarop in die voetnoot 1 is gewezen, aanbevolen wordt om het koninklijk besluit van 24 april 2014 te herzien en te wijzigen, teneinde duidelijkheid te scheppen in de terminologie ervan en

5. Teneinde ervoor te zorgen dat het ontworpen artikel 18*bis* samenhangt met artikel 15 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 waarvan het tijdelijk wil afwijken, dienen de woorden “of zonder aftekening door de persoon die bevoegd is om ze in ontvangst te nemen” te worden ingevoegd op het einde van de eerste zin van artikel 18*bis*.

6. In de artikelen 8, § 2, en 15 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 staat niet dat de regeling voor de verificatie van identiteit, opgenomen in artikel 8, § 1, van het besluit, van toepassing is ingeval het onmogelijk is over een handtekening te beschikken van de ontvanger of van de personen die bevoegd zijn om de zending in ontvangst te nemen.

In dat verband heeft de gemachtigde van de minister uitgelegd dat de algemene bewoordingen van artikel 8, § 1, impliceren dat die regeling voor de verificatie van identiteit eveneens toepassing vindt – en in de praktijk van toepassing is – in de gevallen die worden geregeld in de artikelen 8, § 2, en 15 van het koninklijk besluit van 24 april 2014.

Gelet op de bedoeling van de steller van het ontwerp om de verificatie van de identiteit van de ontvanger in alle gevallen te verplichten, is het beter die regel over te nemen in het ontworpen artikel 18*bis* door de tweede zin ervan als volgt te vervangen:

“De identiteit van de ontvanger of van zijn gevolmachtigde wordt geverifieerd overeenkomstig de nadere regels waarin artikel 8, § 1, voorziet.”⁵

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET

ervoor te zorgen dat het in overeenstemming is met de wet van 26 januari 2018 en uitdrukkelijk alle nadere regels bevat die de steller van de regeling beoogt op te leggen.

⁵ Zie in die zin advies 67.539/4.